

CRAS et élucubrations !?

En début d'année 1977, à Toulouse, j'ai participé avec des amiEs libertaires (5 à 6 personnes) à l'ouverture d'un local rue Henri Desbals. C'est au nom de l'association CRAS que ce local fut loué. A cette époque le sigle nous importait peu. Les récents échanges animés sur cette période m'ont permis de me souvenir de l'une des dernières réunions dans ce local. En présence d'une dizaine (ou moins) de personnes nous débattions sur la situation des trois derniers prisonniers exGARI embastillés à la prison de la Santé à Paris. Des camarades aujourd'hui présentEs sur la ville et la région peuvent en témoigner. Nous détenions l'information, grâce à nos contacts amicaux avec le cabinet Etelin, que la libération des trois était imminente. En effet quelques jours ou semaines plus tard les trois compagnons sortaient de prison. C'était le 25 mai 1977 et non en mars 1977 comme l'affirme les trois signataires de la *Réponse aux élucubrations et aux mensonges du CRAS toulousain* :

Lire la dépêche AFP, le communiqué du Comité d'information sur les détenus des exGARI, l'article du Monde : http://cras31.info/IMG/pdf/05_1977_mise_en_liberte_des_trois_derniers_prisonniers_gari.pdf

Fin 1977 ou début 1978 je me joins à un nouveau projet. L'ouverture d'un local, à Toulouse, rue St Rome. Le local de la rue Henri Desbals n'existant plus, pour cette location nous utilisons les statuts de l'association CRAS. Dans cette initiative : un collectif/groupe libertaire qui fonctionnent depuis quelques mois. Nous sommes au moins six tous et toutes des exGARI et exMIL, dont les trois libérés de la Santé au mois de mai. Notre implication dans la gestion de ce local va être de courte durée et l'Agence de presse à Toulouse ne verra jamais le jour.

Au printemps 1978 ce collectif/groupe libertaire va se scinder non pas sur la question des armes (contrairement à ce que les trois prétendent*) mais sur des projets politiques opposés et des stratégies différentes. Les unEs restent sur une base mouvementiste les autres optant pour la création d'une organisation politico-militaire avec un sigle permanent. Les relations entre ces anciens camarades ne vont pas s'arranger du fait que cette organisation va prendre pour nom Action Directe. Nous considérons que c'était un véritable racket politique sur un mot d'ordre qui n'appartenait à personne sinon au mouvement émancipateur. Un mot d'ordre apparut au début du XXe siècle au sein du mouvement ouvrier chez les syndicalistes révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes français. Emile Pouget, figure marquante du mouvement anarchiste et Secrétaire adjoint de la CGT de 1901 à 1908 l'expliquait ainsi :

«L'action directe, manifestation de la force et de la volonté ouvrière, se matérialise, suivant les circonstances et le milieu, par des actes qui peuvent être particulièrement anodins, comme aussi ils peuvent être particulièrement violents. C'est une question d'obligation, simplement. Il n'y a par conséquent pas de forme spécifique à l'action directe.» (*L'Action Directe*, 1910)

Ce mot d'ordre, cette pratique va s'étendre en dehors du monde du travail.

Pendant des années nous comme d'autres avons supprimé, étouffé, cette expression de nos activités pour ne pas être assimilé à cette organisation.

Je ne cherche pas ici à entamer un dialogue avec ceux qui à court d'arguments utilisent l'insulte et de vieux procédés qui consistent à disséquer un détail pour éviter d'aborder le fond du texte.

Je ne cherche pas non plus à convaincre les groupies ou les fans qui n'acceptent pas que les écrits, les propos, de leurs idoles médiatiques soient critiqués.

Pour un monde sans État ni gouvernement ! Que vive l'action directe !!!

Marinus

(Toulouse, le 7 janvier 2019)

* <https://nantes.indymedia.org/articles/44027>